

L'histoire des jours où EELV a divorcé du PS

2 avril 2014 / Hervé Kempf (Reporterre)



C'est un tournant stratégique historique qui a été pris le 1 avril par le mouvement politique écologiste. Voici le film des jours où la décision s'est jouée.

Non participation au gouvernement : les mots claquent dans l'air confus d'une vie politique qui semble tétanisé par la montée de "*l'ordre*", entre Front national et Manuel Valls - ministre de l'Intérieur devenu premier ministre.

Non participation au gouvernement : cette décision prise le 1 avril par le bureau exécutif

d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) est un vrai tournant, un saut, un changement profond de stratégie. Depuis que Dominique Voynet l'avait emporté sur Antoine Waechter au sein des Verts, au début des années 1990, la ligne du parti écologiste était celle d'une alliance avec le Parti socialiste. Confirmée sous Lionel Jospin, elle s'était maintenue durant les années 2000 jusqu'à la participation au gouvernement désigné par François Hollande, malgré la faiblesse du contrat politique entre EELV et le PS.

En refusant d'entrer dans le gouvernement de Manuel Valls, le moins "*socialiste*" des "*socialistes*" - pour autant que ce mot ait encore un sens -, EELV ne fait pas acte de colère ou d'improvisation. Elle change de stratégie, affirme sa volonté d'autonomie, déclare que, dorénavant, le PS n'est plus l'oncle tutélaire, mais un partenaire, un rival, et souvent, un adversaire.

Les périls de la maturité seront nombreux. Mais pour l'heure, il est utile de revenir sur la séquence qui a vu EELV reprendre sa liberté.

23 mars : la surprise des municipales

Dimanche 23 mars, le premier tour des élections municipales se révèle une claque sans précédent pour le parti au pouvoir, le PS. Et, pour tous les médias dominants, ce qui compte, c'est la montée du Front national.

Reporterre est quasiment seul, alors, à souligner que l'autre trait marquant de ce dimanche, c'est le **bon résultat des écologistes**. A constater, aussi, que les médias dominants, et notamment télévisuels, ont fait **la propagande du parti d'extrême-droite**. Et pourtant, nombre d'électeurs écologistes ont soutenu les listes écologistes dans le pays, qui font très souvent des bons scores dans les villes où elles sont autonomes du PS, et souvent alliées à des associatifs voire au Parti de gauche.

Chez EELV, on fait rapidement la même analyse. Et le succès inattendu qui se profile à Grenoble est non seulement une bonne nouvelle - une ville de 140 000 habitants, aussi symbolique que le chef-lieu de l'Isère, ce n'est pas rien -, mais ouvre une perspective politique nouvelle : ce qui est en jeu, au fond, c'est le **chambardement des relations avec le PS**.

30 mars, la claque pour Hollande

Dimanche 30 mars, le deuxième tour des municipales confirme la déroute du PS. Le taux d'abstention est record, nombre de citoyens ne croient plus à ce système dit démocratique, nombre d'électeurs de gauche n'ont pas été voter pour ce PS qui se dit à gauche et **fait une politique de droite**.

Que va faire le président ? Il a hésité toute la semaine. Les commentateurs supposés les plus avertis ne savent pas lundi matin si Ayrault va partir. Et puis la décision tombe : Jean-Marc Ayrault annonce sa démission, Manuel Valls est nommé. Il n'a eu que 6 % lors des primaires du PS, naguère, il stigmatise les Roms et mène une politique policière aussi répressive que Sarkozy, il est **néo-libéral connu et reconnu**. Peu importe à M. Hollande : le président préfère se couper de sa gauche et confirmer la ligne oligarchique.

Pourtant, Cécile Duflot **a signifié au chef de l'Etat** qu'il fallait, selon elle, changer de ligne et que M. Valls n'était pas le bon cheval. S'il était nommé, **elle ne ferait pas partie de l'équipe**.

Mais Hollande fait son choix : il est prêt à se passer de la seule force politique alliée au PS. Lundi soir, il prononce un discours. Aucun mot sur l'écologie, sur l'environnement : il ne parle que de croissance, d'économie, de baisse des charges, et de pacte de responsabilité. Une seule mention est faite de la *"transition énergétique"*. Maigre concession.



Incidentement, le GIEC a rendu durant le week-end **un nouveau rapport**, qui confirme la gravité du changement climatique et son impact croissant sur tous les pays du monde. Ce n'est pas le genre de nouvelle que les politiques entendent...

Sans attendre de discuter avec son parti, Cécile Duflot publie avec Pascal Canfin **un communiqué** intitulé : « *Pourquoi nous ne participerons pas à ce gouvernement* ». La défiance envers Manuel Valls y est clairement signifiée : *"Ce n'est pas un simple changement d'équipe qu'attendent les Françaises et les Français, mais c'est avant tout un changement de cap qui réponde à la demande de réforme, de justice, d'écologie et de modernité du pays. Nous prenons donc nos responsabilités.*

Ce n'est pas une question de personne, mais bien d'orientation politique. Nous croyons, pour notre part, qu'un élément est décisif pour répondre à la crise civique et morale : la cohérence des discours et des actes. Les idées portées par le nouveau Premier Ministre depuis plusieurs

années, notamment lors de la primaire du parti socialiste ou comme Ministre de l'Intérieur ne constituent pas la réponse adéquate aux problèmes des Françaises et des Français."

Le soir même, une réunion téléphonique et physique se tient au siège d'EELV pendant une heure et demie. Y participent les membres du **bureau exécutif** et presque tous les parlementaires. Cécile Duflot et Pascal Canfin aussi, qui exposent leur point de vue au début. Au terme de la discussion, le constat est général : « *Le Président n'a rien entendu du message des abstentionnistes et des bons résultats des écolos, il continue dans le même sens* ». Les dirigeants du parti ont l'impression d'avoir été **au bout des concessions** faites depuis deux ans.

Participer au nouveau gouvernement ? La question se pose, bien sûr. Mais sur quel projet ? On regrette que le système institutionnel français donne tant d'autorité à un homme seul, et qu'il ne soit pas possible, comme en Allemagne ou en Belgique, de négocier un contrat de coalition. Il faudrait des engagements clairs, un agenda, des accords sur la ligne politique.

Le parti est divisé : le bureau exécutif et plusieurs parlementaires sont plutôt sur l'idée du refus de participer. Le gros des parlementaires sont plutôt disposés à y aller. De toute façon, on va discuter avec Manuel Valls.

Mardi 1 avril au matin, une délégation composée d'Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale du parti), de Jean-Vincent Placé (président du groupe écologiste au Sénat), François de Rugy et Barbara Pompili (les deux co-présidents du groupe écologiste à l'Assemblée nationale) discutent avec le nouveau premier ministre. Ils reviennent rendre compte au bureau exécutif qui se réunit à partir de 14 h.

Ils disent ce qui s'est passé. Comme convenu la veille, ils ont dit que EELV voulait :

- ▶ le ministère de l'Ecologie, de l'Energie et des Transports ;
- ▶ un engagement de financement de la transition énergétique, qui implique la remise en cause des 50 milliards d'économies des dépenses publiques voulues par M. Hollande.

Pour EELV, cette politique économique empêcherait de lancer une vraie transition.

De son côté, Manuel Valls a proposé, comme **l'expliquerait Emmanuelle Cosse**, « *diriger un ministère de l'écologie, avec la tutelle sur l'énergie, afin de faire la loi sur la transition énergétique. Une loi qui acte la réduction de la part du nucléaire dans le mix énergétique (50% en 2025). Pas de construction d'EPR, la fermeture de réacteurs. Pas de changement de ligne sur les OGM, ni sur les gaz de schiste. Une réforme de la décentralisation pour aboutir à*

10 régions, la mise en œuvre de la proportionnelle et enfin, à demi-mots, la fin de NDDL ».

Mais rien sur la ligne de politique économique, rien sur le budget.

Le bureau exécutif discute. Hésite. Pèse le pour et le contre. Il a lu le matin **un courriel signé par de nombreux élus cadres du parti**, dont Eva Joly, Sandrine Bélier, Julien Bayou, Eric Piolle, et Stéphane Sitbon-Gomez, proche conseiller de Cécile Duflot : « *»Le gouvernement change de visage, pas de ligne politique : pour EELV, la participation au gouvernement Valls c'est non !* » , assure le texte.

Emmanuelle Cosse serait plutôt partisane de participer au gouvernement, mais « *le mouvement ne nous suivrait plus* ». On a parlé pendant deux heures. On fait une pause. Chaque sensibilité du bureau (aux **savants équilibres composés** lors du congrès de Caen en novembre 2013) discute de son côté. Certains téléphonent à des militants de leur région : ceux-ci pèsent pour la non-participation.

La séance reprend. Des parlementaires s'y joignent. Ils argumentent longuement en faveur de la participation. « *L'ambiance est tendue, stressée* », dit une participante, « *chez beaucoup, il y avait un doute réel* ». Le choix est d'importance. Et finalement, le bureau vote : 8 refusent la participation, 4 l'acceptent, Emmanuelle Cosse ne prend pas part au vote. La majorité a tranché. **EELV ne participera pas au gouvernement.**

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*.

Photo : *lefigaro.fr*.

Pour une information libre sur l'écologie, soutenez *Reporterre* :



- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/L-histoire-des-jours-ou-EELV-a>